

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 02/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REGEAL

3 avenue Bertie Albrecht
75008 Paris

Références : IC-R/0299/24-CN/SF
Code AIOT : 0005101072

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2024 dans l'établissement REGEAL implanté AVENUE DU VERMANDOIS BP 80419 60200 Compiègne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a eu lieu suite à un accident survenu au niveau des installations de fusion, dans le dispositif de traitement des fumées du four rotatif RTF1, le vendredi 26 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REGEAL
- AVENUE DU VERMANDOIS BP 80419 60200 Compiègne
- Code AIOT : 0005101072

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REGEAL AFFIMET produit et commercialise des alliages d'aluminium de 1 et 2 fusions vendus sous forme de lingots aux industriels des secteurs automobile, aéronautique, armement, ferroviaire, mobilier urbain, mécanique,... dans la plupart des pays européens et au-delà (Israël, États-Unis, Inde...).

Les activités de la société REGEAL AFFIMET sont régies notamment par les arrêtés préfectoraux en date du 24 décembre 1998, du 19 novembre 2019 et du 8 août 2023 pour les activités listées ci-dessous et relevant de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) :

- une unité de production d'alliages d'aluminium de 1 fusion et de 2 fusions relevant de la rubrique 3250, au seuil de l'autorisation ;
- une activité de broyage de tournures et de déchets d'aluminium relevant de la rubrique 2515, au seuil de l'enregistrement ;
- une activité de réception et de stockage de déchets d'alliages d'aluminium non dangereux relevant de la rubrique 2713, au seuil de l'enregistrement.

Les utilités nécessaires à ces activités et relevant de la nomenclature des ICPE sont :

- le système de refroidissement assuré par 1 tour aéroréfrigérante de type circuit fermé relevant de la rubrique 2921-1 au seuil de la déclaration ;
- une cuve d'oxygène de 35 tonnes et 8 bouteilles de 15 kg relevant de la rubrique 4725-2 au seuil de la déclaration.

Les activités actuelles de la société REGEAL AFFIMET sont concernées par le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite « IED » adoptée le 24 novembre 2010. Elles relèvent de la rubrique 3250-3-c « Fusion, y compris alliage, incluant les produits de récupération, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour ».

La capacité de production d'aluminium purs dit « de 1ère fusion et 2ème fusion » est de 111 000 tonnes par an.

Les lingots de première fusion sont élaborés à partir de métal primaire électrolytique, et principalement utilisés pour des applications exigeant de hautes caractéristiques physiques.

Les lingots de deuxième fusion sont quant à eux élaborés à partir des tournures (issues de l'usinage de pièces en aluminium), des M(étaux) I(ssus) des E(mballages), Mâchefers (issus des installations d'incinération d'ordures ménagères), aluminium issus de la déconstruction, et des crasses issues du procédé de REGEAL AFFIMET.

Le site reçoit également des crasses externes (déchets non dangereux).

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un accident est survenu au niveau du four rotatif RTF1 le vendredi 26 juillet 2024 à 17h30. L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a été prévenue le jour même.

L'installation concernée se compose de 2 cyclones et d'un filtre à manches DELTRIAN. Elle a remplacé le filtre LUHR existant précédemment. L'installation a été mise en service en novembre 2023.

L'accident s'est produit au niveau des cyclones du four RTF1.

D'après l'exploitant, une déflagration s'est produite et a expulsé une plaque au sommet du cyclone ainsi que quelques tôles du toit du bâtiment. Aucun blessé n'est à déplorer.

Concernant la chronologie de l'accident, l'exploitant a indiqué que :

- l'accident a eu lieu à 17h30 ;
- 12,170 tonnes venaient d'être chargées dans le four (il s'agissait d'un alliage classique) ;
- il s'agissait du début du 3ème chargement : les intrants étaient sous forme solide, l'étape de fusion n'avait pas débuté ;
- à ce stade, les rejets atmosphériques étaient essentiellement composés de poussières ;
- une déflagration a été entendue ;
- l'opérateur de charge a aperçu de la fumée au niveau du cyclone ;
- il a été constaté après la déflagration que le variateur du ventilateur affichait le défaut "2340 : court-circuit". Ce variateur se situe dans une armoire électrique dans la cabine de pilotage ;
- l'alerte a été donnée et la décision a été prise d'éteindre le filtre.

Les mesures de sécurité prises ont été les suivantes :

- l'alimentation en gaz et en électricité de l'installation a été coupée ;
- le personnel a été évacué, à l'exception de l'agent en salle de contrôle du four ;
- un périmètre de sécurité a été instauré ;
- le four RTF1 a été vidangé (l'opération a duré 1h).

Du personnel était présent sur site tout le week-end. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours n'a pas été contacté.

L'exploitant a présenté à l'inspection le tableau de suivi des filtres des différents fours, qui intègre les interventions de maintenance. Sur ce tableau, il a été constaté le changement du variateur présentant le défaut 2340 au début du mois de juillet du fait que ce dernier ait brûlé au mois de mai.

Le jour de l'inspection, la cause de l'accident n'avait pas encore été déterminée par l'exploitant. Ce dernier a indiqué être dans l'attente du passage d'un expert pour poursuivre les investigations. Les cyclones n'ont pas été ouverts, dans l'attente de cet expert.

L'exploitant a indiqué que le four tournait toujours le jour de la visite, à vide, à vitesse réduite le temps de le faire baisser en température progressivement. Il devait être arrêté le soir de

l'inspection.

Concernant la maintenance des installations, l'exploitant a déclaré que jusqu'en février 2024, les contrôles mensuels des fours étaient effectués par le prestataire DELTRIAN.

Lors de ces contrôles, étaient notamment vérifiés :

- la pression de décolmatage ;
- les vis ;
- la turbine moteur (ventilateur) ;
- l'aspiration de la hotte du four ;
- l'injection de bicarbonate.

Des tests de fluorescéine sont également réalisés.

Depuis mars 2024, les contrôles sont effectués en interne du fait que l'exploitant ne souhaite plus mandater la société DELTRIAN. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la traçabilité de ces contrôles internes.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il ne disposait pas de procédure écrite concernant la maintenance des installations.

Lors de la visite de terrain, il a été constaté par l'inspection (voir planche photographique) depuis l'extérieur du bâtiment :

- le périmètre de sécurité ;
- une ouverture dans la toiture.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Incidents ou accidents - déclaration et rapport	AP Complémentaire du 08/08/2023, article 2.5.1	Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'accident s'est produit le vendredi 26 juillet 2024.

Un périmètre de sécurité a été instauré autour des installations.

La cause de l'accident n'a pas encore été déterminée par l'exploitant.

Par ailleurs, l'exploitant doit élaborer des procédures d'entretien de ses installations et désigner un organisme compétent pour effectuer leur visite de contrôle mensuelle.

Enfin, l'exploitant fournira à l'inspection, sous quinze jours, un plan d'action incluant un échéancier des investigations qui seront réalisées pour établir le rapport d'accident.

Un projet d'arrêté de mesures d'urgences est proposé à Madame la Préfète. Il impose à l'exploitant des prescriptions à respecter avant de redémarrer les installations, parmi lesquelles les définition et mise en œuvre des remèdes permettant d'éviter qu'un tel accident ne se reproduise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents - déclaration et rapport

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2023, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

<p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, la cause de l'accident n'était pas identifiée par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de justificatif : considérant que la cause de l'accident n'était pas encore identifiée le jour de la visite, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours à l'Inspection un plan d'action incluant un échéancier des investigations qui seront réalisées pour établir le rapport d'accident.</p> <p>Un projet d'arrêté de mesures d'urgences est proposé à Madame la Préfète. Il impose à l'exploitant des prescriptions à respecter avant de redémarrer les installations, parmi lesquelles les définition et mise en œuvre des remèdes permettant d'éviter qu'un tel accident ne se reproduise.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mesures d'urgence, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>